

Le système de veille mis en place par ACF et RBM dans le but de mesurer les impacts économiques de la COVID-19 sur les populations pastorales s'appuie sur l'optimisation des dispositifs existants, notamment les systèmes de veille pastorale établis par les deux organisations. Ce système de veille spécifique a été conçu de manière à fournir, de façon hebdomadaire, des informations portant sur la situation pastorale en temps de coronavirus, à travers une plateforme d'analyse publique. Le présent document qui constitue le troisième numéro du bulletin de veille procède à une analyse comparée des données collectées au cours des mois de Juin et de Juillet 2020. Le dashboard est disponible [ici](#).

PRINCIPAUX MESSAGES D'ALERTE

La soudure pastorale a été particulièrement longue et difficile dans les pays sahéliens où le retard des pluies dans plusieurs zones a entraîné un manque de pâturages aggravé par la restriction des mouvements du bétail destinée à lutter contre la propagation de la COVID-19.

L'état d'embonpoint des animaux s'est progressivement dégradé et plusieurs d'entre eux ont fini par mourir de faim. Nous sortons de la période de soudure, mais elle laisse de graves séquelles au sein de nombreuses communautés d'éleveurs qui ont besoin d'une aide d'urgence pour survivre et d'un soutien pour le relèvement économique.

La région du Kanem au Tchad a été si durement éprouvée par la soudure que les organisations d'éleveurs de la zone ont sollicité le soutien des pouvoirs publics et des partenaires de coopération.

Toujours au Tchad, les éleveurs de la **province de Batha** ont été également sinistrés. Faute d'avoir pu se déplacer vers les zones pourvues de pâturages, ils ont enregistré des mortalités animales importantes (plus de **8500 bovins** et **6800 ovins**). Un leader des organisations d'éleveurs de la province précisait que certains d'entre eux ont enregistré de nombreuses pertes dans leurs troupeaux en juin et juillet 2020.

Cette catastrophe de la province du Batha est liée à deux raisons principales : 1. la rareté du pâturage dès le début de la saison sèche occasionnée par les pluies dévastatrices; 2. le retard des pluies dans certaines localités. Alors que les prévisions prévoient un démarrage précoce partout dans la région, certaines localités n'avaient toujours pas été arrosées en début juillet. Et là où il a plu, c'était insuffisant pour faire pousser les herbes.

Plus de **300 transhumants** sont restés bloqués au **Nord Togo**, surpris au départ par la fermeture de la frontière et surtout craignant l'insécurité qui règne dans la région de **l'Est du Burkina Faso** dont ils sont originaires. Ils conduisent un cheptel compris entre **20 000** et **30 000 bovins** et **10 000 ovins**.

Zone de couverture du projet

Elle regroupe les zones d'intervention d'ACF et de RBM. Ces zones sont des sous-espaces pastoraux situés dans une dizaine de pays. Au sein de chacun de ces sous-espaces, la collecte et la remontée de l'information sont assurées par des organisations membres du RBM, en l'occurrence : TASSAGHT, au Mali ; AREN, au Niger ; CRUS et RECOPA, au Burkina Faso ; ADENA au Sénégal ; GNAP, en Mauritanie ; PAT-Togo, au Togo ; ANOPER, au Bénin ; BILPAN, au Nigeria ; OPEF, en Côte d'Ivoire ; COPAFIB, au Tchad. Cet exercice bénéficie de l'appui des services techniques déconcentrés du Mali, du Niger et du Burkina Faso.



Troupeaux de bovins au Tchad, Juillet 2020

Persistence de la réduction des mouvements à la faveur de l'installation de la campagne pastorale

De 60 % en mai 2020, la proportion de relais ayant constaté une réduction des mouvements est passée à 52% en juillet 2020, soit une baisse de 8%.

Cette amorce de la reprise des mouvements du bétail s'explique par la disponibilité d'une quantité plus importante de fourrage et d'eau, à la faveur du démarrage de la saison des pluies, ainsi que par la levée de certaines restrictions liées à la COVID-19.

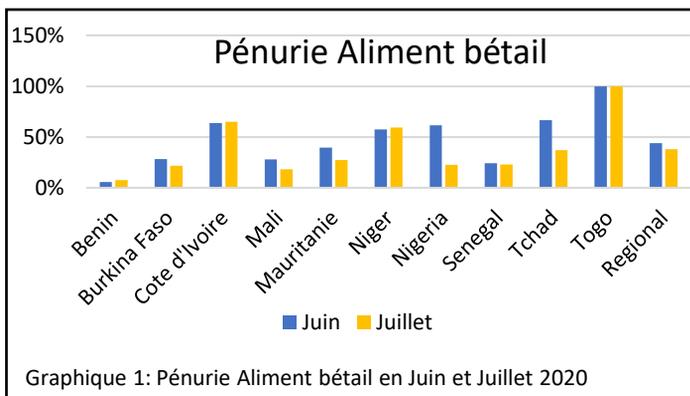
Les grandes zones de concentration des animaux demeurent (Carte 1). Cet état de fait ne résulte pas de la pénurie des ressources naturelles, ni des restrictions imposées par la lutte contre la COVID-19, mais plutôt de la mise en culture des espaces agricoles. Les animaux restent stationnés dans des zones de repli par crainte de causer des dégâts champêtres et d'entraîner des conflits avec les agriculteurs.

Ainsi, au **Togo** où la saison des pluies s'est pleinement installée et le fourrage est abondant partout, les animaux ne bougent plus selon **100% des relais**.

Les mouvements du bétail se sont amplifiés en **Côte d'Ivoire**, passant de 63% en juin à 89% en juillet. La période a été marquée par la fuite des éleveurs de la **sous-préfecture de Sikolo**, dans le **Département de Kong**, à la suite des incidents sécuritaires survenus en juin 2020 à **Kafolobak**.

Au **Nigeria**, la mobilité des troupeaux a également augmentée. En effet, ce sont seulement 53% des relais qui signalent une réduction des mouvements en juillet, contre 82% le mois dernier.

Pénurie de l'aliment du bétail moins ressentie du fait de l'augmentation du disponible fourrager

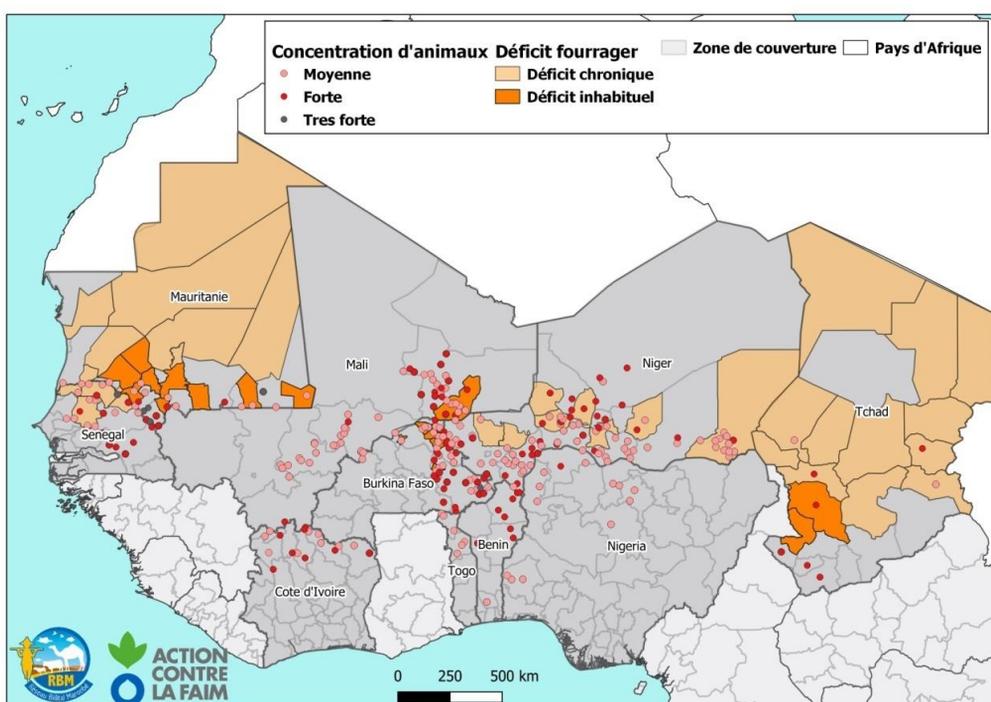


La régénération des pâturages favorisée par les pluies utiles qui ont été enregistrées en juillet dans la majeure partie de l'espace couvert par le dispositif de veille tend à réduire le besoin d'une complémentation de l'alimentation du bétail. Le déficit des ressources alimentaires pour le bétail est moins aigu.

Au niveau régional la présence de pénurie d'aliments bétail baisse de 6% passant de 44% des relai en juin à 38% en juillet.

Les améliorations les plus notables sont observées au **Nigeria** où la proportion passe de 62% en juin à 23% en juillet et au **Tchad**, avec 37% en juillet, contre 67% en juin (Graphique 1).

Ces améliorations en termes de disponibilité ne doivent pas faire perdre de vue les difficultés d'alimentation du bétail pour des éleveurs des zones critiques comme celles de Kanem et Batha, au Tchad par exemple. Ces éleveurs ont perdu beaucoup d'animaux ou ne possèdent que des animaux en mauvais embonpoint qui se vendent mal.



Carte 1: Concentration d'animaux et déficits fourragers dans la zone suivie par le système de veille.

Poursuite de la diminution des tensions autour des points d'eau

La baisse des concurrences autour des points d'eau qui a été amorcée depuis l'installation de la saison de pluies et le remplissage des mares se poursuit actuellement.

Au niveau régional, **27%** des relais signalaient des conflits autour des points d'eau en mai, **23%** en juin et **19%** en juillet, soit une baisse de **8%** en l'espace de deux mois.

Il n'y pas eu de tensions pour l'accès à l'eau au **Bénin (0%)**, presque plus au **Mali** et au **Togo (3% et 4%)**. La situation s'est aussi régulièrement améliorée en **Mauritanie** même si le taux reste relativement élevé avec respectivement **64%**, **56%** et **40%** en mai, juin et juillet, soit **24%** en moins de relais qui signalent des conflits.

C'est au **Burkina Faso** seulement qu'une augmentation est signalée, avec un taux qui passe de **50%** en juin à **59%** en juillet. Même si les eaux de surface sont devenues disponibles avec le remplissage des mares, l'accès à cette ressource reste difficile pour les animaux car soit il n'y a pas de couloirs de passage pour y aller, soit les mares sont clôturées par d'autres usagers comme les agriculteurs

L'économie pastorale face à l'insécurité

L'insécurité constitue un phénomène récurrent qui impacte fortement la mobilité du bétail et l'économie pastorale.

Le Sahel fait face à une violence multidimensionnelle qui ne cesse de gagner en intensité et de s'étendre géographiquement de l'Ouest (**Centre et Nord du Mali**) vers le Sud-Est (**bande Sud du Niger, région de l'Est du Burkina Faso, Etats de Zamfara et Sokoto au Nord-Ouest du Nigeria, Nord Bénin et Côte d'Ivoire**).

Cette expansion de l'insécurité est attestée par deux attaques survenues en moins de trois mois contre les marchés à bétail de **Kompienbiga** et de **Namougou** dans **l'Est du Burkina Faso**.

Les populations qui vivent de l'exploitation de ces ressources sont les premières victimes de l'amplification des conflits, en dépit de l'existence de textes réglementaires assez favorables, mais peu ou pas appliqués.

Des appuis aux pasteurs à la fois peu importants et susceptibles de baisser davantage

De façon générale, les tendances de l'appui fourni aux pasteurs sont restées stables entre mai et juin 2020, en se maintenant autour de **25%**.

Les appuis les plus importants sont signalés en **Mauritanie** et au **Sénégal** où des plans de réponse à la crise sanitaire ont été mis en œuvre par les Etats et leurs partenaires. Toutefois, une tendance baissière est observée dans ces pays, avec un taux qui est passé respectivement de **87%** en juin à **77%** en juillet et de **70%** à **56%**.

Les éleveurs de la **Côte d'Ivoire**, du **Togo**, du **Mali** et du **Tchad** ont reçu peu ou pas d'aide extérieure. L'amélioration globale de la situation pastorale consécutive à l'installation de la saison des pluies peut laisser croire que la période de la soudure est terminée et que les éleveurs n'ont plus besoin d'appui. En réalité, il n'en est rien.

Même dans les pays côtiers où les ressources naturelles sont maintenant disponibles pour les animaux, les communautés d'éleveurs comptent en leur sein des ménages très vulnérables et vulnérables qui ont besoin d'assistance alimentaire et de mesure de réhabilitation. Ce soutien devra prendre en compte également les besoins nouveaux en produits de prévention de la COVID-19.

Amélioration du niveau des activités économiques

On constate une amélioration de la situation économique se traduisant par une tendance à la reprise des activités.

De façon globale, le pourcentage de relais signalant l'interruption des activités économiques a fortement baissé, en passant de **46%** en mai, à **30%** en juin et **21%** en juillet.

Les marchés sont signalés ouverts et fonctionnels par **95%** des relais en juillet, contre **87%** en juin. Tous les marchés à bétail sont quasiment ouverts au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, au **Niger** et au **Tchad**.

L'ouverture des marchés favorise l'augmentation des ventes d'animaux. La progression est constante, avec un taux qui est passé de **43%** en mai, à **57%** en juin et à **79%** en juillet, soit une hausse de **36%** en l'espace de trois mois, en lien avec la forte demande en période de Tabaski.

La frontière entre la **Mauritanie** et le **Sénégal** a été ouverte à titre exceptionnel afin de permettre l'écoulement de **450 000 moutons** mauritaniens au Sénégal. Cette opération a rapporté un montant de **58,5 milliards CFA**, si l'on évalue le prix de vente moyen du mouton à **130 000 FCFA**.

La Tabaski a tiré les prix des petits ruminants vers le haut comme l'illustre les Tableaux et Graphiques 1 et 2. Cela a été favorisé par une légère amélioration de l'état d'embonpoint des animaux (**28 %** en juillet contre **19%** en juin). Ce sont les troupeaux **béninois, ivoiriens et togolais** qui ont le plus tiré profit de l'hivernage, avec un bon état d'embonpoint signalé par **100%** des relais.

Pendant, l'augmentation du prix du bétail ne compense pas toujours le niveau élevé des cours des céréales qui est resté stable. A titre d'illustration, le prix moyen au niveau régional d'un caprin est de **24 360 FCFA**. Cela permet certes d'acheter un sac de riz de **50 kg** qui coûte **19 350 FCFA**, mais ne suffit pas pour se procurer un sac de mil de **100 kg** à **26 600 F CFA**.

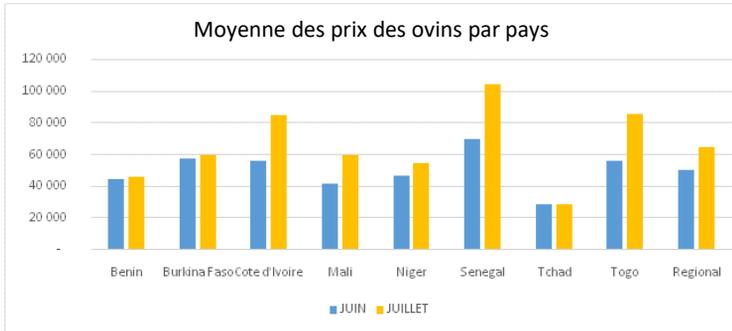
Les termes de l'échange en équilibre relatif peuvent basculer en défaveur des éleveurs à la moindre augmentation du prix des céréales, surtout en cette période de soudure alimentaire où les stocks s'amenuisent.

PRIX OVIN			
PAYS	JUIN	JUILLET	Delta
Benin	44 813	45 833	1 021
Burkina Faso	57 447	59 877	2 430
Cote d'Ivoire	56 063	85 000	28 938
Mali	41 650	59 775	18 126
Niger	46 644	54 728	8 084
Senegal	69 461	104 421	34 961
Tchad	28 796	28 889	93
Togo	56 184	85 463	29 279
Regional	50 150	64 718	14 568

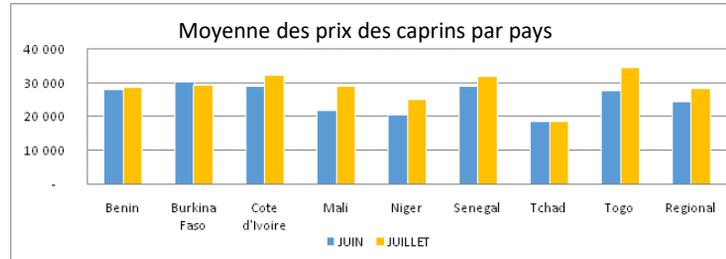
Tableau 1: Evolution du prix des ovins

PRIX CAPRIN			
PAYS	JUIN	JUILLET	Delta
Benin	27 904	28 569	665
Burkina Faso	30 389	29 279	-1 111
Cote d'Ivoire	28 875	32 200	3 325
Mali	21 868	28 905	7 037
Niger	20 331	25 120	4 788
Senegal	28 902	31 735	2 833
Tchad	18 519	18 426	-93
Togo	27 526	34 379	6 853
Regional	24 360	28 364	4 004

Tableau 2: Evolution du prix des caprins



Graphique 2: Prix des ovins en juin et juillet 2020



Graphique 3: Prix des caprins en juin et juillet 2020

Flux normaux dans les centres de soins de santé

Cinq mois après le début de la pandémie de la COVID-19, les patients ne se bousculent toujours pas aux portes des centres de santé.

Sur l'ensemble de la zone couverte par le dispositif de veille, ce sont seulement **14%** des relais qui signalent un afflux anormal de malades en juillet, avec une légère régression comparativement à juin (**17%**). Les populations ont tendance à croire que la pandémie est terminée, alors qu'elle est encore présente.

La perception de l'efficacité des campagnes de sensibilisation par les relais reste stable, avec une moyenne régionale d'environ **60%** en juillet et juin.

Le **Bénin (92%)**, la **Mauritanie (90%)**, le **Nigeria (87%)** et le **Sénégal (77%)** sont les pays conduisant les campagnes jugées les plus efficaces.

Pour autant, les rassemblements de personnes ont tendance à devenir plus fréquents. La proportion de relais qui les signalent est passée de **49%** en mai à **57%** en juin; ce qui laisse croire qu'il n'y pas encore un éveil réel des consciences sur les dangers liés à la pandémie que beaucoup pense maintenant derrière nous alors qu'il faut maintenant plus que jamais redoubler de vigilance.

C'est en **Côte d'Ivoire** que les regroupements sont les plus nombreux (**100%**), suivi du **Sénégal**, de la **Mauritanie** et du **Tchad (autour de 75%)**.

Les investigations menées sur le terrain par l'antenne **RBM du Togo**, en collaboration avec le **Ministère en charge de l'Élevage**, le **Comité national de transhumance** et les **réseaux des vétérinaires et auxiliaires privés** ont révélé que **325 transhumants** sont restés bloqués au **Nord Togo**. Ils conduisent un cheptel compris entre **20 000 et 30 000 bovins** et **10 000 ovins**.

Ces éleveurs ont été surpris au départ par la fermeture de la frontière. Maintenant, ils craignent surtout l'insécurité qui règne dans la région de **l'Est du Burkina Faso** dont ils sont originaires et où le marché à bétail de **Namougou** vient d'être la cible d'une attaque armée ayant entraîné une vingtaine de morts.

Actuellement, on observe au Togo une concentration moyenne à forte d'animaux, principalement dans le **Centre-Est de la région des Savanes**, et faible dans les zones de **Dankpen** et **Doufelgou** qui sont situées à **l'Ouest de la région de la Kara**.

Il est **urgent d'apporter un soutien à ces transhumants** rendus vulnérables à cause de l'impossibilité de rejoindre leurs terroirs d'attache. Un travail de proximité est en train d'être effectué par les **leaders et relais du RBM**, ainsi que par les services techniques des zones concernées, afin de faciliter l'accès aux éleveurs ciblés.

Tout semble indiquer que la zone couverte par le dispositif de veille est en train de sortir de la période de soudure et connaît une amélioration de la situation pastorale.

Mais cette éclaircie **ne doit pas faire perdre de vue la situation des ménages durement affectés par la soudure pastorale très difficile** qu'ils viennent de subir et lors de laquelle ils ont perdu de nombreux animaux. Les ménages les plus vulnérables risquent de ne pas se relever de cette situation, faute d'une assistance rapide et adaptée.

L'une des leçons apprises lors des soudures difficiles successives, c'est qu'il faut faire la différence entre des zones qui sont devenues chroniquement déficitaires comme le **Ferlo au Sénégal**, les **régions de Diffa, Nord Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder au Niger**, et les zones qui l'ont été de façon conjoncturelle.

Dans les zones chroniquement déficitaires, les éleveurs et leurs organisations ont développé des stratégies d'adaptation qui fonctionnent plus ou moins bien. De plus, les Etats est leurs partenaires y ont adopté une culture d'intervention.

En revanche, dans des zones frappées de façon circonstancielle, il est indispensable de développer une réflexion concertée sur des solutions appropriées.



Troupeaux de bovins et ovins transhumant au Tchad, Juillet 2020

RECOMMANDATIONS

Le **RBM et ses Organisations membres au Togo et au Burkina Faso** doivent diligenter la mise en œuvre de l'assistance aux transhumants qui sont bloqués au **Nord Togo** en leur fournissant des vivres et en vaccinant leurs animaux.

Les **Etats et leurs partenaires** doivent :

- Renforcer l'appui au secteur pastoral en zone chroniquement déficitaire, afin de consolider la résilience des ménages ;
- Apporter une aide d'urgence, à travers la fourniture des ressources vitales aux ménages vulnérables dans les zones ponctuellement affectées par la soudure pastorale passée et appuyer leur réhabilitation, notamment par la reconstitution du cheptel.

Projet réalisé avec l'aide des financements de :



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK
DANIDA INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Enabel



FONDATION PRINCE ALBERT II DE MONACO



TROIS FRONTIÈRES